

étrangers dans l'immobilier, dans les titres hypothécaires et dans les sociétés de placement privées, ainsi que les avoirs administrés pour le compte des non-résidents, ont augmenté légèrement pour s'établir à près de \$3.6 milliards.

Le volume des investissements étrangers à long terme appartenant aux résidents des États-Unis a progressé de 14% pour s'établir à \$60.5 milliards à la fin de 1976. Les investissements directs, qui en constituent le principal élément, ont augmenté de 8% et totalisé près de \$34.7 milliards, tandis que les avoirs sous forme d'obligations publiques ont réalisé un gain de 33% pour se fixer à presque \$14.7 milliards. Dans la masse de ces créances des investisseurs américains, le capital social des entreprises canadiennes, évalué à près de \$28.3 milliards, figurait pour 47%, tandis que les obligations garanties et non garanties des gouvernements et des entreprises figuraient pour 36%.

Les investissements à long terme effectués par les investisseurs du Royaume-Uni se sont accrus de 11% pour atteindre à peu près \$6.3 milliards en 1976. Les obligations publiques ont connu une forte croissance de 21%, tandis que les investissements directs ont progressé de 7% pour se fixer à \$3.9 milliards. Si l'on ventile ces engagements à l'égard du Royaume-Uni par type de créance, on constate qu'environ 61%, ou \$3.8 milliards, étaient sous forme de capital social d'entreprises canadiennes et 19% seulement sous forme d'obligations garanties et non garanties.

Les titres d'investissements détenus dans les divers autres pays ont augmenté de 42% pour se chiffrer à \$14.6 milliards, les investissements sous forme d'obligations publiques et autres valeurs mobilières ayant grimpé de 44% et 115% au cours de l'année pour totaliser respectivement près de \$5.3 milliards et \$3.4 milliards. Un grand nombre de nouvelles émissions canadiennes a été vendu sur le marché des euro-obligations en 1976. Plusieurs facteurs, notamment la suppression temporaire de la retenue fiscale sur les paiements d'intérêt par les sociétés aux non-résidents à l'égard de certains types d'émissions nouvelles, la haute cote de solvabilité des emprunteurs et les taux élevés d'intérêt nominal, ont rendu ces émissions fort intéressantes. Les taux des euro-dollars étaient en général inférieurs au rendement des obligations canadiennes, et les exigences en matière d'enregistrement moins coûteuses qu'aux États-Unis. Dans la ventilation par type de créance, les investissements sous forme d'obligations garanties et non garanties, évalués à près de \$7.7 milliards, constituaient 53% du total des investissements effectués par ce groupe de pays, tandis que les investissements sous forme de capital social d'entreprises canadiennes, évalués à près de \$4.1 milliards, figuraient pour 28%.

Les investissements à long terme dans le secteur manufacturier se sont accrus de 11% pour atteindre près de \$20.5 milliards à la fin de 1976. Dans ce secteur, les principales augmentations ont été enregistrées par le fer et les produits du fer, les produits chimiques et produits connexes et les métaux non ferreux. Les investissements dans le pétrole et le gaz naturel ont progressé de 9% pour s'établir à \$11.8 milliards, tandis que dans le secteur des mines et des fonderies ils ont crû de 8% pour se chiffrer à \$5.9 milliards. Les investissements à long terme dans les institutions financières et dans le commerce ont augmenté de 24% et 10% pour se fixer à plus de \$9.4 milliards et près de \$3.3 milliards respectivement. Une bonne part de l'augmentation dans le secteur financier a porté sur le financement des ventes, l'assurance et l'immobilier.

Investissements étrangers dans les industries canadiennes sauf le secteur financier

23.6.3

Les investissements étrangers dans les industries canadiennes se mesurent en termes de proportion entre le capital à long terme employé dans certains groupes d'industries d'une part et, d'autre part, le capital à long terme d'appartenance étrangère dans ces industries et le capital à long terme total employé dans des entreprises contrôlées par des non-résidents dans ces industries.

La valeur comptable estimée de l'ensemble du capital à long terme, de la dette et de l'avoir sous forme d'actions employé dans les industries du Canada s'élevait à \$147.3 milliards à la fin de 1975, soit une augmentation de 14% sur 1974. Le capital d'appartenance étrangère constituait 33% de ce total, soit une baisse par rapport au chiffre de 34% observé en 1974. Le volume des investissements faits par des résidents des États-Unis s'est accru de 12%, contre 10% en 1974, pour s'élever à \$39.4 milliards.